

COMMUNIQUE DE PRESSE

**Mondialisation de l'agriculture
et financiarisation des matières premières agricoles :
comment nourrir demain les 9 milliards de personnes
qui peupleront la planète ?
Le Groupe AGRICA créé le débat en réunissant des experts.
Synthèse du colloque 2011 : « 2050, la « faim » du monde ! »**



Le 16 juin dernier, pour la neuvième édition de son colloque annuel, le Groupe de protection sociale du monde agricole, AGRICA, réunissait sept experts autour du thème « 2050, la « faim » du monde ! ». Issus des mondes universitaire, institutionnel ou privé, les intervenants ont analysé l'histoire et les enjeux de la mondialisation de l'agriculture et se sont interrogés sur le phénomène de la financiarisation des matières premières agricoles.

Après l'accord jugé « historique », signé le jeudi 23 juin 2011 entre les ministres de l'Agriculture du G20, retour sur les solutions envisagées par ces experts pour augmenter la production agricole mondiale d'une part et d'autre part lutter contre la volatilité des prix des produits agricoles.

De la mondialisation de l'agriculture au défi alimentaire : histoire et enjeux

La première table-ronde du colloque d'AGRICA a permis de mieux comprendre comment l'agriculture est devenue un marché mondial et d'envisager les solutions de demain pour assurer la sécurité alimentaire à l'horizon 2050.

Pour augmenter la production agricole, les quatre experts de cette table s'accordent sur la nécessité d'investir dans l'agriculture, aussi bien concernant les infrastructures, la recherche ou encore les semences.

Luc Guyau, Président indépendant du Conseil de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rappelle qu' « en 1980, 20 % de l'aide au développement mondial était dédiée à l'agriculture. Ce pourcentage est descendu à 3 % avant de remonter à 5 % aujourd'hui. Pourtant, il aurait fallu poursuivre la dynamique d'investissement aussi bien pour la production, les stocks et l'infrastructure. Aujourd'hui, 30 % de la production mondiale n'est pas consommée à cause du gaspillage mais aussi du manque d'infrastructures ».

Journaliste au Nouvel Observateur, **Doan Bui**, s'appuie sur l'exemple concret du Sénégal « *au marché de Dakar, tous les produits sont importés. Pourtant, des maraîchers sont implantés à 40 km. Ils ne possèdent toutefois pas de véhicule adapté pour vendre leurs produits au marché. Au final, les pommes de terre pourrissent sur les champs alors que certaines personnes qui vivent à proximité sont trop pauvres pour s'alimenter* ».

Au-delà de l'importance de réinvestir massivement dans l'agriculture, **Charles Vilgrain**, Président du Directoire d'AgroGénération, insiste sur la notion de temps qui lui est indissociable : « *La terre devrait pouvoir nourrir neuf milliards de personnes mais atteindre cet objectif prendra du temps. Elle est comme un muscle, elle a besoin de temps pour se mettre au travail. J'ajouterai que les spécialistes de l'agriculture française peuvent jouer un rôle essentiel dans ce développement, aussi bien des chercheurs, que des PME et les grands groupes semenciers* ».

Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des Economistes, regrette toutefois que les métiers agricoles ne soient pas suffisamment valorisés « *aujourd'hui, les agriculteurs sont présentés comme de simples aménageurs d'espace alors qu'ils jouent un rôle essentiel* ».

Et **Luc Guyau** d'appuyer son propos « *Les paysans du monde doivent retrouver leur fierté alors que la notion d'alimentation est devenue très banale. Les enfants pensent que les carottes viennent du supermarché et les paysans sont accusés de polluer. L'alimentation n'est pas un don du ciel, il faut semer pour récolter* ».

Financiarisation des matières premières alimentaires : est-ce la nouvelle bulle ?

La seconde table ronde s'est spécifiquement attachée à aborder le thème du jour sous un angle plus financier et prospectif. La spéculation sur les matières agricoles fait la une de la presse, son encadrement est une des priorités du G20. Pour autant, ce phénomène de financiarisation peut-il conduire à l'éclatement d'une nouvelle bulle ? Est-il le seul responsable de la volatilité des prix ?

Pour commencer, **Alessandro Giraud**, World Group Chief Economist du Groupe multinationale Tradition, souligne que le phénomène de la spéculation n'est pas nouveau : « *il est très facile d'acheter des matières premières en investissant quelques milliers d'euros. Le commerce mondial (ou spéculation) est aujourd'hui l'une des premières professions mondiales. La spéculation sur le blé existait déjà à l'époque de César* ».

Philippe Chalmin, Responsable Master « Affaires Internationales » à l'Université Paris Dauphine renchérit : « *un spéculateur est simplement une personne qui prévoit une différence de coût. Si ma seule certitude est que demain les prix seront différents d'aujourd'hui, je suis par essence un spéculateur. Dans un monde instable, nous sommes tous de près ou de loin des spéculateurs. Au 19^{ème} siècle, les grands marchés instables étaient agricoles car les prix étaient instables. Pour gérer les risques liés à cette instabilité, des marchés à terme ont été créés et font intervenir des spéculateurs extérieurs* ».

Chiffres à l'appui, **Alessandro Giraud** relativise l'ampleur de la spéculation et précise « *Le total des actions traitées dans le monde représente 56 trillions de dollars et l'ensemble des marchés obligataires (actions et obligations émises par des entreprises et bons du trésor) s'élève à 94 trillions. La contre-valeur des matières premières (la quantité par le prix) équivaut à 10 trillions mais seuls 400 à 500 milliards de dollars sont investis dans les matières premières* ».

Didier Nedelec, Directeur Général d'InVivo, constate que « *sur 100 euros de produits alimentaires achetés, le coût des matières premières agricoles s'élève à 14 euros. Récemment, les Chinois ont lancé un programme pour garantir un prix 100 dollars plus élevé que le marché mondial pour créer une visibilité. C'est la condition indispensable pour développer l'agriculture locale* » pour ensuite s'interroger : « *Les prix actuels sont-ils élevés ou sont-ils simplement un pré requis nécessaire pour développer l'agriculture dans le monde ?* »

Pour limiter la volatilité des prix, la politique de stock apparaît comme une solution intéressante. **Alessandro Giraud** précise : « *il existe un stockage stratégique de trois mois*

pour le pétrole et que les matières premières agricoles devraient être stockées de la même façon » et ajoute « quelques milliards de dollars suffiraient pour créer un stock satisfaisant, qui devrait idéalement être placé près d'un lieu de production et rapidement transférable ».

Philippe Chalmin pointe toutefois les différences entre les pays occidentaux et les pays du tiers-monde et la nécessité de politiques agricoles pour ces derniers: « *Depuis 2006, les agriculteurs français vivent un marché instable mais peuvent s'en sortir. En revanche, un agriculteur du tiers-monde ne peut survivre que si une véritable politique agricole est mise en place. En Europe et aux Etats-Unis, elle est financée par le consommateur par des prix élevés ou le contribuable par le biais des aides directes mais c'est très difficile dans un pays pauvre* » et d'ajouter « *La FAO doit fournir une aide suffisante pour financer les politiques agricoles et garantir un revenu agricole stable* ».

En conclusion de ce colloque, les questions et inquiétudes liées à l'agriculture sont aussi porteuses de bonnes nouvelles. Ainsi, **Jean-Hervé Lorenzi** se réjouit que l'agriculture soit à la une de l'actualité « *la hausse des prix pourrait redonner du sens à la production des matières agricoles* » et d'ajouter « *aujourd'hui les réunions internationales abordent l'agriculture, et pas uniquement la finance et la croissance* ».

Philippe Chalmin considère également l'augmentation du prix des matières premières comme positive « *car elle permet de rappeler l'importance de l'agriculture* ».

Les débats du colloque AGRICA ont été animés par Stéphane Soumier, journaliste et rédacteur en chef à BFM radio, le 16 juin 2011 en présence de :

- **Doan Bui**, journaliste au Nouvel Observateur et écrivain
- **Philippe Chalmin**, Responsable Master Affaires Internationales à l'Université Paris Dauphine
- **Alessandro Giraudo**, World Group Chief Economist du Groupe multinational Tradition
- **Luc Guyau**, Président indépendant du Conseil de l'Organisation des nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- **Jean-Hervé Lorenzi**, Président du Cercle des Economistes
- **Didier Nedelec**, Directeur Général-Adjoint d'InVivo
- **Charles Vilgrain**, Président du Directoire d'AgroGeneration

À PROPOS DU GROUPE AGRICA - www.groupagric.com

Le Groupe AGRICA est l'interlocuteur privilégié des entreprises et des salariés du monde agricole en matière de retraite complémentaire, d'épargne, de prévoyance et de santé. Avec plus de 778 000 retraités à ce jour et 1,4 million de cotisants dans plus de 156 000 entreprises, AGRICA est le groupe de référence du monde agricole. Les entreprises clientes d'Agrica appartiennent aux différents secteurs du monde agricole, telles que les entreprises de production agricole, les coopératives agricoles et les services (Crédit Agricole, Groupama, Mutualité Sociale Agricole, etc...).

Groupe AGRICA en chiffres (31/12/2010)

- 2,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires
- 1,81 milliard d'euros d'encaissements retraite
- 456,2 millions d'euros de cotisations prévoyance, santé et épargne
- 5,8 milliards d'euros de fonds gérés

CONTACT PRESSE

Claire Vidal

☎ 01.71.21.53.07

vidal.claire@groupagric.com / twitter.com/Groupe_AGRICA